

Nous sommes, probablement comme vous, des travailleurs, chômeurs, étudiants. Nous pensons que ce monde doit changer, et que seuls les exploités sont en mesure de le faire. Nous écrivons ce bulletin sur notre temps libre et le distribuons par nos propres moyens. Il peut être copié et distribué partout où cela est possible. N'hésitez pas à nous contacter !



<http://garap.org>

Le gouvernement veut-il nous protéger ?

Cela fait maintenant un an que nous subissons un déferlement de restrictions de nos libertés les plus basiques. Il est devenu quasiment impossible de sortir de chez nous sans avoir l'impression d'être suspect, sans devoir se justifier de nos moindres faits et gestes. Dans tout le pays, et au-delà des frontières, la vie sociale a été réduite à son minimum. Il nous est interdit de nous rassembler, certains d'entre nous sont en télétravail et ne voient plus leurs collègues, d'autres continuent d'aller au travail et doivent se plier à des rituels absurdes en guise de « protocole sanitaire », tandis que d'autres n'ont pas cette « chance » et n'ont plus de travail.

Il est devenu normal de passer des mois sans voir le visage d'autres personnes que ceux de nos proches. Il est également devenu normal que la nuit soit un moment où il est strictement interdit de sortir de chez soi. Il deviendra bientôt normal d'avoir l'interdiction de parler dans les transports en commun.

Comment une épidémie, dont la dangerosité est relative à l'état du système de santé, peut-elle justifier des mesures dictatoriales ?

On peut facilement constater que les gouvernants utilisent les statistiques épidémiologiques pour justifier n'importe quoi, n'importe quand, et que leurs décisions n'ont aucun rapport avec des mesures sanitaires. Ce prétexte de l'épidémie n'est pas toujours utilisé, par exemple en décembre dernier lorsque le gouvernement et sa police politique se sont empressés de ficher les opinions politiques de l'ensemble de la population.

Et remettre en question ce discours officiel, tel qu'il est dicté par le gouvernement et les médias, est aujourd'hui systématiquement qualifié de « complotiste ». Toute critique est automatiquement associée aux absurdités d'extrême-droite.

Ce n'est pourtant pas complotiste que de dire que la bourgeoisie s'organise, elle ne s'en cache d'ailleurs pas vraiment. Ce n'est pas complotiste de dire qu'elle peut mentir et déformer la réalité pour servir ses intérêts,

c'est aussi ce qu'elle fait en permanence. Lorsqu'un discours critiquant les décisions, stratégies et objectifs du pouvoir est pourchassé, il n'est pas exagéré de dire que la société est entrée dans le totalitarisme.

Tout en nous conditionnant à rester passifs, les capitalistes s'activent partout dans le monde. Ils continuent de s'organiser. Ils se préparent sur tous les plans : politiques, juridiques, militaires... Leurs décisions de détruire une partie de l'économie en fermant certains commerces n'est pas contradictoire avec leurs intérêts. En cherchant à rétablir leur taux de profit, ils peuvent sacrifier une partie du capital, l'histoire l'a déjà montré. L'histoire a également montré que cela ne se faisait pas sans conséquences pour nous. Lorsque les aides de l'État au chômage partiel et aux entreprises seront supprimées, les effets déjà visibles de la crise seront dévastateurs : chômage, sécurité sociale, salaire, tout ce qui nous permettait de survivre aura terminé d'être réduit à presque rien.

Devons-nous accepter de vivre isolés les uns des autres ? Devons-nous accepter d'être déshumanisés ? Devons-nous accepter une exploitation encore plus dure ?

La société capitaliste est bloquée, elle n'a plus rien d'autre à offrir à l'humanité que la dictature et la destruction du lien social.

Seule notre classe sociale, le prolétariat, a la force de renverser le cours des choses. Nous devons affûter notre critique, partir de notre vécu. Nous regrouper où nous le pouvons, entre voisins, entre collègues. Contrairement à ce qu'on nous répète, nous devons discuter et enfin nous organiser pour nous défendre. Cela peut commencer par des choses simples : diffusions de tract, entraide, organisation et soutien de grèves. Des choses simples, mais qui mises ensemble, nous permettront de nous retrouver et de construire un « monde d'après » qui n'est pas celui de nos exploités.